

Couvrir l'extrême droite, affronter la violence politique

Travailler et enquêter sur l'extrême droite en France, c'est s'exposer à des menaces, du cyberharcèlement, des insultes et du dénigrement. Et dans un milieu très masculiniste, être une journaliste femme est un facteur aggravant. Dénoncer ce déferlement de haine par la voie de l'interpellation ou le canal judiciaire n'a rien d'évident.

[Mathilde Goanec](#) et [David Perrotin](#) Médiapart

25 novembre 2021 à 17h01

Depuis plusieurs mois, notre journal est victime d'attaques répétées (*lire [notre parti pris](#) et [ce billet](#) signé par 35 sociétés de journalistes*), notamment de la part du youtubeur Papacito. Parce que ce dernier a diffusé une vidéo dans laquelle il simulait l'exécution d'un militant de gauche et expliquait comment se procurer légalement des armes, le 6 juin dernier, il est aujourd'hui visé par une enquête préliminaire pour « *provocation publique non suivie d'effet à la commission d'atteintes à la vie ou à l'intégrité des personnes* », ouverte par le parquet de Paris.

En décembre 2020, déjà, ce youtubeur aux centaines de milliers d'abonnés (Ugo Gil Jimenez, de son vrai nom) s'en prenait à divers médias nationaux (dont Médiapart), qu'il accusait de porter atteinte à la religion chrétienne, promettant que « *des têtes* » allaient « *tomber* ». Plusieurs vidéos du même calibre ont suivi, dans lesquelles les appels à la violence se multiplient, qui ciblent nommément différents journalistes de la rédaction de Médiapart, et Edwy Plenel, son président.

Le vidéaste Usul, chroniqueur régulier de Médiapart, n'est pas épargné. Il subit depuis longtemps, pour son travail, les foudres violentes de Papacito, ainsi que celles d'autres militants d'extrême droite actifs en ligne.

Depuis le printemps 2021, notre collègue Lucie Delaporte est particulièrement ciblée, insultée, menacée en raison de sa couverture des partis et mouvances d'extrême droite, notamment en raison [d'une enquête](#) sur leurs youtubeurs vedettes. Elle est non seulement menacée par Papacito, mais aussi par ses comparses Julien Rochedy (ex-membre du Front national proche de Marion Maréchal), Baptiste Marchais (ancien youtubeur et culturiste) et Georges Matharan (ex-journaliste de *Valeurs actuelles*).

À lire aussi [Auditionné, Papacito évoque une « thérapie de choc pour les ingénus »](#) 17 juin 2021

Leurs vidéos, aux audiences parfois vertigineuses, entraînent en cascade une flopée de commentaires et permettent à des formes de cyberharcèlement de se déployer sur d'autres réseaux sociaux, notamment Twitter. La dernière vidéo concernant notre collègue, diffusée en ligne le 21 octobre dernier, sur la chaîne du youtubeur et [ancien membre](#) d'un groupuscule néonazi, Baptiste Marchais, a atteint près de 700 000 vues.

Les propos tenus dans cette vidéo sont d'une grande violence, et Lucie Delaporte y est particulièrement dénigrée en tant que femme, cible d'appels au viol répétés. Julien Rochedy, qui participe aux échanges, propose notamment sous les rires de ses comparses de créer une cagnotte destinée à financer « le viol » de notre collègue, « *au moins trente mille balles pour la baiser* », surenchérit Baptiste Marchais, avant de l'accuser d'avoir des relations sexuelles avec ses sources, et de proférer quantité de vulgarités sexistes. À plusieurs reprises, les uns et les autres font référence à des armes à feu, Papacito parlant de faire, aux journalistes, « *d'authentiques fractures du museau, ça va leur faire bizarre* ».

Notre journal s'apprête à saisir la justice afin de faire cesser ces agissements. Ces derniers mois, Mediapart a également adressé plusieurs demandes de retrait à YouTube, hébergeur de ces vidéos, qui n'ont pas été suivies d'effet.



Eric Zemmour face aux journalistes au Palais des Congrès de Versailles, le 19 octobre 2021.
© Photo Cyril Bitton / Divergence-images

Le phénomène n'est pas propre au climat politique, assez irrespirable, que le pays connaît actuellement. Marine Turchi, qui a couvert à Mediapart l'extrême droite de 2008 à 2017, a subi de la part de celle-ci un véritable harcèlement judiciaire, reçu [un nombre incalculable d'insultes et de menaces](#) (notamment par SMS sur son propre téléphone), et a été physiquement intimidée à plusieurs reprises.

À lire aussi [Ultradroite: un antiféminisme vecteur du terrorisme](#) 25 mai 2021

Pendant plusieurs années, le Front national et sa présidente ont éjecté systématiquement nos journalistes de leurs meetings et événements. Des proches de Marine Le Pen ont violemment

[pris à partie](#) Marine Turchi et notre collègue Karl Laske en 2015, et l'un d'entre eux, ancien trésorier du micro-parti de la présidente du FN, a proféré des menaces de mort envers notre consœur, promettant de l'« *attendre en bas de chez [elle]* ».

En 2020, à la suite d'une nouvelle enquête sur des [militants de l'ultra-droite](#) projetant de perpétrer des attentats en France, de nouvelles menaces de mort ont été proférées, visant encore une fois Marine Turchi, mais aussi nos collègues Matthieu Suc et Edwy Plenel.

Dans plusieurs rédactions, les journalistes sont visés

Si le processus de « dédiabolisation » mené par le Front national devenu Rassemblement national pouvait avoir donné l'illusion d'une trêve, l'arrivée de nouveaux acteurs et canaux politiques, ainsi qu'une forme de [mollesse](#) du gouvernement en la matière, donne des ailes à la fachosphère – la ministre de la culture et de l'information, Roselyne Bachelot, a finalement réagi le 19 novembre, auprès de Mediapart ([à voir ici](#)).

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel, sollicité à la suite de l'appel des différentes sociétés de journalistes, a également rappelé que « *toute attaque ou menace, d'où qu'elles puissent provenir, à l'encontre de la personne des journalistes ne peut que susciter une ferme condamnation* ». Avant de préciser qu'« *il revient à l'autorité judiciaire de réserver à ces actes le traitement adéquat* ».

Comme les [syndicalistes](#), les [militants antifascistes](#) et [antiracistes](#), les journalistes sont pris pour cibles. Mediapart est particulièrement visé mais ne fait pas exception. Couvrir — *a fortiori* enquêter sur — l'extrême droite a toujours comporté une part de risque, constatent les journalistes de diverses rédactions que nous avons interrogés.

Abel Mestre, journaliste au *Monde*, a cofondé avec Caroline Monnot le blog « Droite(s) extrême(s) » en 2008, et cosigné le livre enquête *Le Système Le Pen* en 2011. Il a couvert l'extrême droite pour le quotidien national jusqu'en 2015. « *À l'époque, les réseaux sociaux étaient beaucoup moins importants. Ça se passait surtout sur Facebook, sur les blogs, où on retrouvait nos noms avec des insultes, des menaces, pas d'appel direct à la violence mais rien d'amical...* »

Sur le terrain, en rendez-vous, les intimidations sont fréquentes. Le 9 mai 2010, le journaliste et sa collègue se font cracher dessus et prennent des coups sur les jambes, avant de devoir s'en aller sous la menace de « *se faire casser la figure* » par d'anciens membres du Groupe union défense (GUD).

Dans certains quartiers de Paris, je fais attention à la manière dont je m'habille, à ne pas montrer mes tatouages et, dans certains arrondissements, à chaque station de métro, je regarde systématiquement qui monte et qui descend.

Un journaliste indépendant.

[En 2011](#), c'est un journaliste de France 24, Michaël Szames, qui est directement agressé par le service d'ordre du Front national lors d'un cocktail organisé à huis clos par le parti. Il est insulté, menacé puis frappé au niveau du dos et du ventre. Son téléphone et sa carte de presse sont même confisqués. Depuis, deux des membres ont été condamnés, dont l'un récidiviste, à de la prison ferme. « *Habituellement, il y avait un climat de méfiance entre le FN et les*

journalistes. Mais ce jour-là, c'est allé très loin », se souvient Michaël Szames qui explique avoir été « très marqué » par cet épisode, au point d'abandonner pendant un temps la couverture du parti.

Lors de la manifestation organisée par le Front national le 1^{er} mai 2013, Abel Mestre [voit son adresse imprimée et collée tout au long du parcours](#) (avec celle de l'essayiste Caroline Fourest). Ancien membre de l'Unef, ayant eu maille à partir avec des militants de la droite radicale pendant ses années universitaires, « rien de tout cela ne m'a vraiment surpris, on n'était pas dans "Oui-oui au pays des fafs" », explique Abel Mestre. « Mais pour des raisons familiales, j'ai changé de rubrique. »

Le danger lui semble d'ailleurs « plus grand aujourd'hui ». « Les canaux de diffusion se sont multipliés et l'écosystème des "fafs" sur les réseaux sociaux est désormais dans la surenchère permanente. Par ailleurs, les mecs aujourd'hui posent avec des armes, pas des carabines à plomb. Donc il y a un petit souci. »



Paul Aveline ✓
@PaulAveline

...

En réponse à @PaulAveline

Un des cadres cités dans le papier, et présent aux Assises du FN me félicite pour mon article

Vous êtes un vrai con'ard

Une belle pute

8:13 PM · 5 févr. 2017 · Twitter for Android

Tweet posté par Paul Aveline sur les insultes envoyées par Damien Rieu.

En 2017, Paul Aveline, journaliste à BuzzFeed France, relate son infiltration dans une soirée identitaire en marge des « Assises du Front national ». Après [cet article](#) intitulé « Salut nazi, "extermination" des Arabes : à Lyon, identitaires et frontistes font la fête ensemble », il reçoit

de nombreuses menaces de militants identitaires, mais pas seulement. « *Un des cadres cités dans le papier, et présent aux Assises du FN, me félicite pour mon article* », écrit le journaliste à l'époque en tweetant les insultes reçues : « *Vous êtes un vrai connard, une belle pute.* »

Le cadre en question, qui s'est excusé plus tard, n'est autre que Damien Rieu, candidat RN aux dernières régionales. « *C'était assez rare de recevoir ce genre d'insultes de la part d'une personnalité à l'époque d'un FN supposé dédiabolisé* », explique Paul Aveline.

Des menaces en ligne aux menaces dans la rue

« *Moi, j'ai quand même moins peur du "jambon-beurre anonyme" qui m'insulte en ligne que du chef de groupuscule néonazi que je peux croiser dans Paris, et dont l'un des potes a été inquiété à cause d'une de mes enquêtes* », estime un jeune journaliste indépendant, qui explique avoir intégré « *toute une géographie parisienne* » des lieux où il doit « *faire gaffe* ». « *Dans certains quartiers de Paris, je fais attention à la manière dont je m'habille, à ne pas montrer mes tatouages et, dans certains arrondissements, à chaque station de métro, je regarde systématiquement qui monte et qui descend.* »

Je suis parano, je fais très attention à ne jamais donner mon adresse, et si je dois me faire livrer quelque chose, je donne rendez-vous au livreur dans la rue.

Taha Bouhafs

Que certains papiers vont entraîner un déchaînement de haine sur les réseaux sociaux, « *on le sait* », confirme un autre journaliste indépendant, travaillant sur « *tout ce qui est à droite de Marine Le Pen* » pour la presse quotidienne nationale. « *Entre 1 500 ou 2 000 mentions ou commentaires en 48 heures, la première fois, il y a un effet de sidération. Ça a beau être Internet, quand on est face à l'écran tout seul et qu'on reçoit ce flot de haine, c'est difficile. Mais paradoxalement, cela m'a un peu vacciné.* » Mais quand des détails de sa vie privée se sont retrouvés sur des boucles néonazies, « *entre deux photos d'Hitler* », le sentiment de danger se modifie sensiblement. « *Cela matérialise le fait que ce sont de vraies gens derrière ces propos.* »

« *Ceux qui me font vraiment peur, ce ne sont pas les militants des groupes politiques constitués que l'on rencontre sur le terrain, même s'ils ont pu développer une forme de sentiment d'impunité, poursuit ce journaliste. C'est le radicalisé en ligne, qui s'est socialisé à la violence sur Internet et qui dit qu'il y a peut-être un journaliste à se faire... En l'occurrence, il y a déjà des cibles collées sur des têtes de collègues ! Papacito, dans l'une de ses vidéos, parle d'une purge où il cite explicitement des médias comme Libération, Télérama, Mediapart...* »



Marine Le Pen avec des journalistes lors de la fête du drapeau du Rassemblement National, le 23 septembre 2018 à Mantes-la-Ville. © Photo Lucas Barioulet / AFP

Mathieu Molard fait justement partie de ceux qui ont vu leur tête dotée d'une cible rouge. Les auteurs : Les Vilains Fachos, un groupuscule néonazi qui partage caricatures et propos racistes et antisémites sur le canal Telegram, comme [l'a révélé StreetPress](#). S'il dit avoir l'habitude de recevoir menaces et insultes venant de l'extrême droite, il s'inquiète du climat actuel. « En 24 heures, après nos révélations, j'ai reçu des milliers de messages qui vont de la moquerie aux menaces de mort. Cet effet de masse est nouveau », regrette le rédacteur en chef de StreetPress qui a décidé de déposer plainte lorsque les menaces ont visé ses proches. La rédaction a aussi dû engager des dépenses pour renforcer la sécurité de ses locaux et améliorer sa formation contre le cyberharcèlement.

Taha Bouhafs, également ciblé par Les Vilains Fachos, « commence malheureusement à être habitué ». « Je reçois régulièrement des menaces liées à mes engagements antiracistes. Avant cette cible, ils avaient déjà évoqué ma famille dans une discussion que j'avais transmise à mon avocat », explique le journaliste du Média qui déplore l'essor « de groupuscules de plus en plus dangereux face à des journalistes de plus en plus menacés ». « Cela pèse, il y a clairement des sujets que je choisis de ne pas traiter et des manifestations que je ne vais pas couvrir, pour ma sécurité. Au quotidien, je suis parano, je fais très attention à ne jamais donner mon adresse, et si je dois me faire livrer quelque chose, je donne rendez-vous au livreur dans la rue », explique-t-il.

Usul, chroniqueur pour Mediapart, constate également ce changement d'échelle, lui qui reçoit depuis des années des commentaires et des messages haineux venus de l'extrême droite. « Je

les vois plus dans la vraie vie qu'avant. Des jeunes, au look de bonne famille, qui me suivent dans la rue, prennent des photos de moi, les mettent sur les réseaux sociaux. »

Le cache-nez de la dédiabolisation

Paradoxalement, le climat s'est légèrement détendu pour les journalistes couvrant le Rassemblement national, en quête depuis des années de dédiabolisation. *« Pour ma collègue [Ivanne Trippenbach - ndlr] et moi , ça hésite entre “on est courtois” ou “on vous fait la gueule”... On peut encore être boycotté par le RN quand un papier leur déplaît. C'est désagréable, mais pas plus, raconte Franck Johannès, journaliste au journal Le Monde, qui couvre Marine Le Pen et Éric Zemmour. Mais je crois que les gens du RN ou même de chez Zemmour, c'est pas Papacito. Le côté institutionnel fait que tout ceci reste dans un étiage supportable. »*

Une analyse que partage Tristan Berteloot de *Libération*, à une nuance près. *« Je crois que le danger peut venir des soutiens de Zemmour. Il y a une forme d'ivresse du pouvoir et d'amateurisme chez le polémiste. On se demande s'il contrôle tout ce que font ses militants présents lors de ses réunions publiques »,* interroge le journaliste qui a ainsi constaté que la sécurité d'Éric Zemmour en déplacement à Nice était assurée par des personnes du Bloc identitaire, un groupuscule violent.

À Radio France, souvent fustigée par le polémiste d'extrême droite, on *« intègre la crainte de représailles »*. Samuel Lafont par exemple, responsable de la stratégie numérique du presque-candidat, livre régulièrement à ses 34 000 abonnés le nom de journalistes dès qu'il estime qu'un reportage est « anti-Zemmour ». *« Sur le terrain aussi, on peut recevoir des insultes comme lorsque j'étais à l'une de ses réunions à Versailles, et qu'on m'a traitée de “traître à la France”, mais pour l'instant c'est marginal. Le risque pourra grandir si jamais Zemmour dévisse dans les sondages »,* explique une journaliste de Radio France.

Lucie Delaporte, à Mediapart, a longuement détaillé [la porosité](#) entre l'ultradroite et le futur candidat Éric Zemmour, et les nombreuses figures [néonazies, identitaires ou royalistes](#) au cœur de son dispositif de campagne. Dans un entretien à *Livre noir*, Papacito appelle à voter pour Zemmour : *« Éric Zemmour, pour moi, c'est la panacée, c'est ce qui va guérir la France [...] Cette dynamique fait qu'on a rendez-vous avec l'histoire en 2022. Il faut que les Français ne se trompent pas. Éric Zemmour peut être le vecteur du retour de la France. »* Après la [polémique](#) suscitée par la vidéo de Papacito prenant pour cible un mannequin représentant un militant de La France insoumise, Zemmour avait volé à son secours. Le futur candidat le présente comme son « ami ». *« J'aime beaucoup Papacito, c'est un garçon sympathique et intelligent, a assuré d'emblée Éric Zemmour [sur le plateau de CNews](#). C'est une vidéo gaguesque. Il se moque de lui-même, c'est de l'autodérision. C'est une espèce de dérision de la virilité. »*

Vendredi dernier, Arrêt sur images [révéla](#)it par ailleurs la présence de membres d'un groupuscule néonazi au sein même du QG parisien d'Éric Zemmour. *« Contrairement aux partis institutionnels qui sont obsédés par leur image, les mouvements radicaux et plus marginaux qui ne sont pas dans la compétition électorale semblent bien plus dangereux »,* ajoute Dominique Albertini de *Libération* qui évoque par exemple les menaces ou agressions physiques de la Ligue de défense juive (LDJ).

Réponses... et inertie judiciaire

Malgré une condamnation le plus souvent unanime de ces violences (*lire ce texte des 35 sociétés de journalistes pour dire [« Stop aux violences de l'extrême droite »](#)*), les divergences subsistent sur la manière d'y répondre. Franck Johannès, journaliste à *Libération* avant de rejoindre *Le Monde*, où il a couvert les années FLNC et les procès du groupe Action directe, n'est pas forcément favorable à une réplique judiciaire, ni même à une réaction corporatiste : « *Plus on rentre dans leur jeu, plus ils sont contents !* »

Je reste convaincu que quand ça va trop loin, seul le droit peut faire plier ces mecs-là.

Abel Mestre, journaliste au Monde.

Un autre, journaliste indépendant, appelle lui aussi à mesurer l'effet « contre-productif » à dénoncer la moindre provocation de l'extrême droite. « *Un mec comme Papacito, il a une grosse audience et est regardé par plein de gens qui ne sont pas aussi radicaux que lui, donc il faut réagir. Mais relayer même pour s'indigner de la moindre publication sur une boucle de 500 fachos ou de néonazis sur Telegram, c'est leur offrir une portée qu'ils n'auraient jamais eue sans cela.* »

Abel Mestre, au cours de ses années à couvrir la droite extrême, avait adopté un réflexe : signaler au service juridique du *Monde* le moindre fait de violence, déposer si besoin une main courante ou porter plainte. « *On n'est pas des paillassons non plus... Et je reste convaincu que quand ça va trop loin, seul le droit peut faire plier ces mecs-là. Les articles, les tribunes, ils s'en foutent, pour eux, c'est des pleurnicheries. En revanche, quand ils sont convoqués au commissariat – s'ils le sont –, c'est autre chose.* » Aucune des plaintes qu'il a déposées n'a cependant eu de suite.

À lire aussi [Cyberharcèlement d'une journaliste par des néonazis : le fiasco judiciaire](#) 25 novembre 2020

Après des menaces de mort, en 2015, Marine Turchi et Mediapart ont déposé une première plainte, classée sans suite. À la suite d'une nouvelle série d'enquêtes sur le GUD, qui s'était soldée par plusieurs tentatives d'intimidation, des coups de fil malveillants et l'envoi de 140 SMS en quelques jours, notre consœur a une nouvelle fois porté plainte et obtenu la condamnation d'un des auteurs des faits, le 14 juin 2016. En mai 2020, la plainte déposée à l'issue d'une enquête sur un site d'ultra-droite et les menaces de mort consécutives a été classée sans suite.

« *On s'est posé la question de savoir s'il fallait saisir la justice, si cela allait servir à quelque chose et si cela n'allait pas représenter un obstacle à notre travail*, explique de son côté Mathieu Molard, de StreetPress. *La particularité pour les journalistes qui couvrent l'extrême droite, c'est qu'on bosse sur nos adversaires. Mais on doit tout de même trouver des sources, aller à leur contact. Déposer plainte peut compliquer tout ça, mais dès lors que mes proches étaient visés, j'ai considéré qu'il fallait le faire.* »

En 2017, la journaliste Julie Hainaut a subi une très violente campagne de cyberharcèlement lancée par le site néonazi Démocratie participative, à la suite de la publication d'un article dans le magazine culturel lyonnais *Le Petit Bulletin*, sur l'ouverture d'un bar vantant l'esprit « colonial ». Elle est traitée de « pute à nègre féministe », de « vermine gauchiste » ou de

« *serpillière à foutre africain* », et le site appelle à partir à l'assaut de sa boîte mail puis à rechercher l'adresse de son domicile. La journaliste apercevra aussi des hommes suspects rôder au pied de son domicile et portera plainte à de multiples reprises.

Sans soutien de son employeur, Julie Hainaut s'est battue pendant trois ans pour faire reconnaître le cyberharcèlement dont elle a été victime par ces militants d'extrême droite. L'un des auteurs identifiés des faits, condamné en première instance, a été relaxé en appel pour une erreur de procédure commise lors de l'instruction. *« En relaxant un homme dangereux, la cour d'appel m'a mise en danger, ainsi que toutes les journalistes et la société dans son ensemble, considère aujourd'hui Julie Hainaut. Suite à cette décision, j'ai encore reçu des menaces. Les harceleurs peuvent continuer à harceler, puisqu'ils profitent d'une certaine impunité. Ils ont un sentiment de surpuissance. »*

La journaliste reste très amère sur la chaîne pénale : *« Déposer plainte, c'est la possibilité d'être confrontée à une minoration de ses propos. Combien de fois ai-je entendu "il suffit de fermer votre ordinateur" quand je déposais plainte pour des menaces de mort ou de viol ? Combien de fois ai-je entendu "peut-être qu'il voulait vous draguer" quand je déposais plainte pour une personne qui me suivait dans la rue ou sonnait chez moi dans la nuit ? Combien de fois m'a-t-on dit "tant que vous n'êtes pas touchée physiquement, nous ne pouvons pas intervenir" ? »* Au point de conclure : *« À aucun moment, je ne me suis sentie en sécurité. »*

[Mathilde Goanec](#) et [David Perrotin](#)